

# POLITIQUES DE SORTIE DE CRISE : L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

PAR

PATRICK ARTUS (\*)

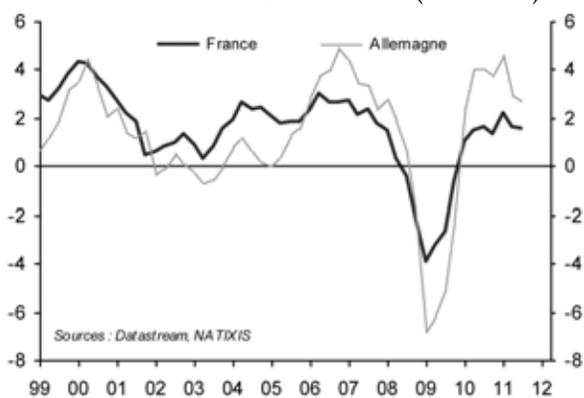
INCERTITUDES SUR LA CROISSANCE FUTURE,  
CEPENDANT PLUS DE CRISE AUSSI VIOLENTE QU'EN 2009

On ne peut pas dire aujourd'hui que la France et l'Allemagne sont sorties de la crise : le recul très violent de l'activité de 2008-2009 qui a suivi la faillite de Lehman Brothers (graphique 1a) ne se reproduira probablement pas, mais ces deux pays sont confrontés à de multiples menaces. Celles-là résultent : 1) de la réduction des déficits publics – la France veut faire passer son déficit public de 5,7 % du produit intérieur brut en 2011 à 3 % en 2013; l'Allemagne veut respecter la règle d'or, c'est-à-dire la nullité de son déficit budgétaire structurel, hors effet du cycle économique, en théorie en 2016, dans la pratique beaucoup plus tôt –; 2) des effets de la crise des dettes souveraines en Grèce, au Portugal, en Italie, en Espagne, en Irlande, qui mène ces pays à la récession, ce qui a bien sûr des effets très négatifs sur la France et l'Allemagne; 3) en France, de l'affaiblissement des salaires, avec la hausse du chômage depuis le début de 2011, et de la fragilité financière des petites et moyennes entreprises (PME), qui les rend très sensibles à un nouveau recul de l'activité; 4) et, dans les deux pays, de la poursuite du désendettement du secteur privé, ménages et entreprises.

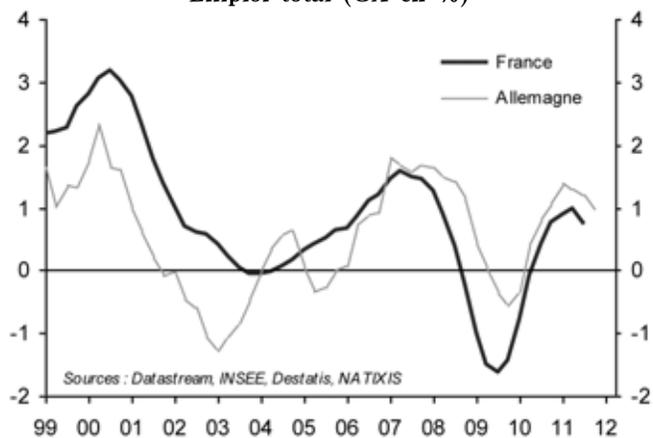
Les incertitudes sur la croissance future sont donc fortes et il faut s'attendre à une croissance très faible en 2012 (1 % en Allemagne, ½ % en France), à un nouveau recul de l'emploi (graphique 1b), ainsi qu'à une nouvelle remontée du chômage (graphique 1c).

(\*) Directeur de la recherche et des études de Natixis (France), professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, France) et membre du Conseil d'analyse économique (France).

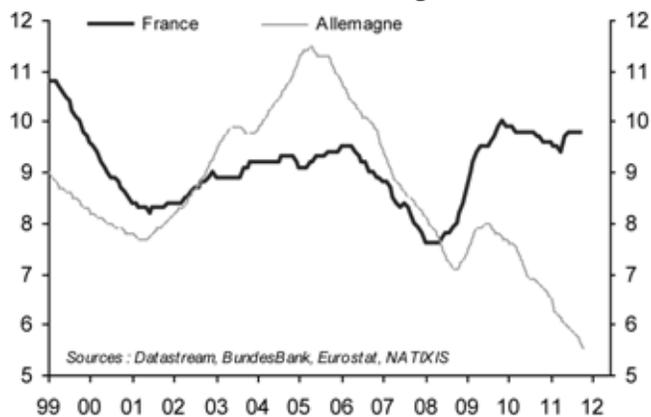
GRAPHIQUE 1a  
Croissance du PIB en volume (GA en %)



GRAPHIQUE 1b  
Emploi total (GA en %)



GRAPHIQUE 1c  
Taux de chômage



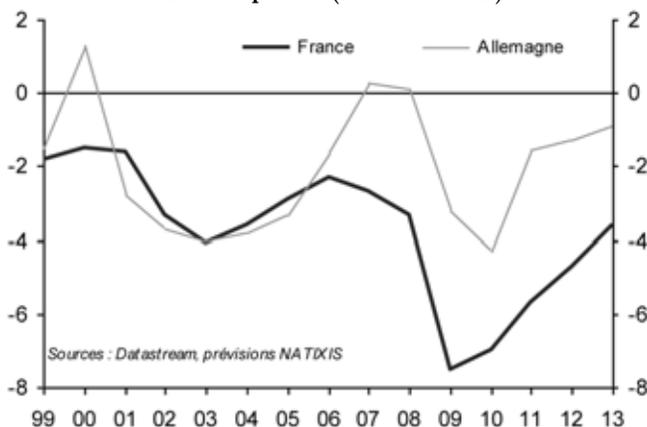
Cela étant, la crise très violente de 2008-2009 ne devrait pas se reproduire. Elle était due à la présence simultanée d'un fort déstockage – aujourd'hui, les entreprises n'utilisent plus que des stocks faibles –, de l'arrêt du crédit bancaire – les gouvernements et les banques centrales veillent aujourd'hui à l'éviter –, aussi bien domestique qu'à l'exportation, et des effets décalés de la très forte hausse des prix des matières premières de 2007-2008. On peut donc quand même parler aujourd'hui d'une certaine sortie de crise par rapport à la situation de 2008 et 2009.

Nous nous intéressons donc ici aux différences entre les politiques économiques qui ont aidé ou accompagné cette – relative – sortie de crise en France et en Allemagne.

#### FRANCE : ESSENTIELLEMENT DES POLITIQUES DE SOUTIEN DE LA DEMANDE

La reprise de la croissance en France a été liée à des politiques de soutien de la demande beaucoup plus fortement qu'en Allemagne. On observe en effet tous les signes allant dans ce sens. Les déficits publics (graphique 2) ont été beaucoup plus creusés en France (5 points de PIB) qu'en Allemagne (3 points de PIB) par rapport à la situation d'avant-crise. Le gouvernement français a probablement cru à une crise forte et courte et a voulu en lisser les effets, d'où le « plan de relance » (infrastructures publiques, dépenses des collectivités locales). Le gouvernement allemand venait de rééquilibrer ses finances publiques par la hausse de la TVA en 2007 et n'a pas voulu recréer les déficits publics.

GRAPHIQUE 2  
Déficit public (en % du PIB)



La déformation du partage des revenus s'est faite en France en faveur des salariés (graphiques 3a-3b) et au détriment de la profitabilité des entreprises (graphiques 3c-3d), ce qui est l'inverse de l'option choisie en Allemagne – après le choc de productivité en 2009. Même si les salaires ont accéléré en Allemagne – en 2011, le pouvoir d'achat du salaire par tête progresse environ de 2 % –, la part des salaires dans le revenu national continue d'augmenter en France. La France est un des très rares pays de l'OCDE où, malgré la désyndicalisation, la mondialisation, la concurrence des pays émergents, les salaires réels ont augmenté, depuis la fin des années 1990, plus vite que la productivité, d'où le déclin de la profitabilité des entreprises et de leur taux d'autofinancement (du ratio des profits non distribués, des *cash flows*, aux investissements des entreprises). Le recul violent de la productivité du travail en Allemagne en 2009 est dû à la mise en place d'un très important programme de temps partiel indemnisé, qui a touché plus d'un million de salariés de l'industrie et a évité les pertes d'emplois.

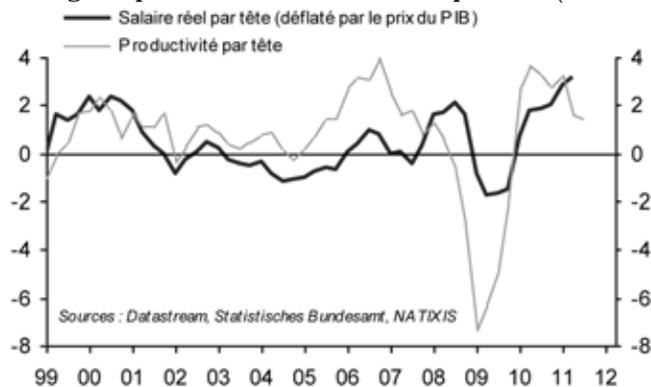
GRAPHIQUE 3a

France : productivité et salaire réel par tête (GA en %)

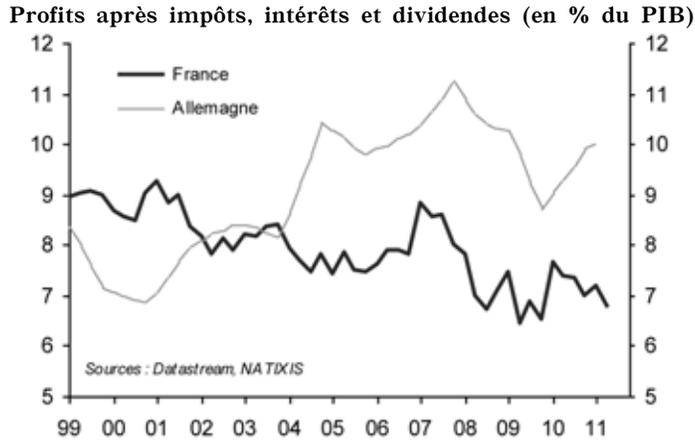


GRAPHIQUE 3b

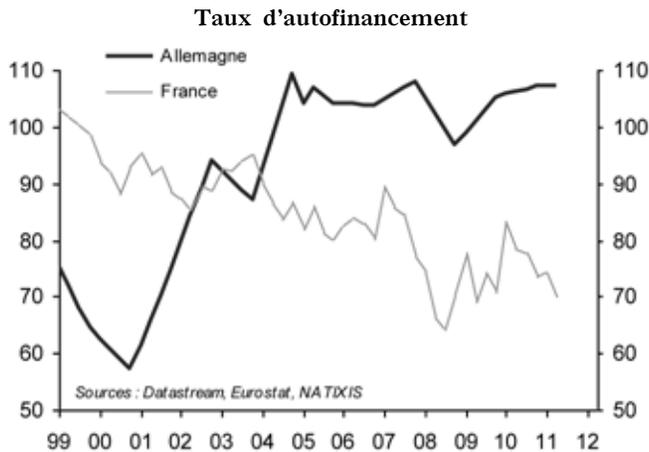
Allemagne : productivité et salaire réel par tête (GA en %)



GRAPHIQUE 3c



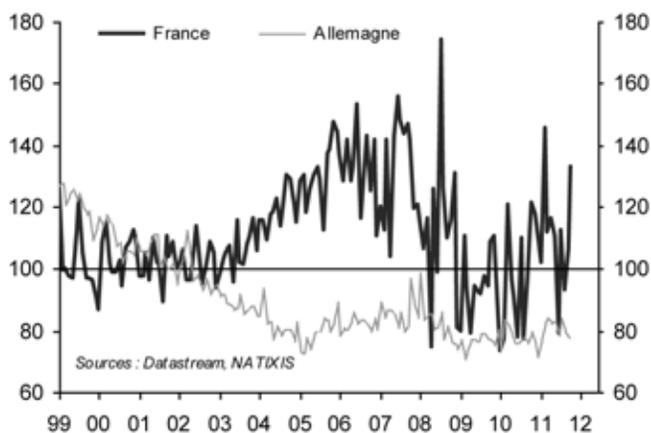
GRAPHIQUE 3d



La reprise et le soutien de l'immobilier résidentiel ont été assurés en France par la politique monétaire expansionniste de la BCE et par les dispositifs de soutien de la construction neuve (Scellier...), (graphiques 4a-4b), alors qu'il n'y a aucune reprise de l'immobilier en Allemagne, que ce soit en termes d'activité de construction ou de crédit. Le dispositif Scellier en France donne des allègements d'impôts aux ménages qui investissent sous certaines conditions, dans l'immobilier locatif.

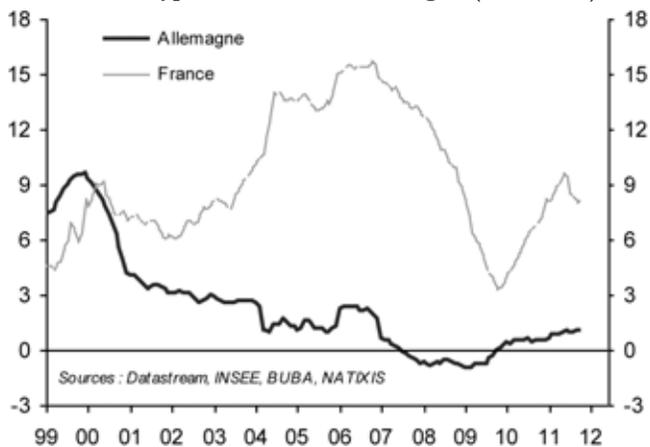
GRAPHIQUE 4a

Mise en chantier (100 en 2002 : 1)



GRAPHIQUE 4b

Crédits hypothécaires aux ménages (GA en %)



La politique de sortie de crise de la France, dans la continuité de la politique de moyen terme du pays, a donc bien consisté à soutenir la demande publique, des ménages (consommation et investissement logement).

AU CONTRAIRE, EN ALLEMAGNE,  
ON VOIT SURTOUT A L'ŒUVRE  
DES POLITIQUES DE SOUTIEN DE L'OFFRE

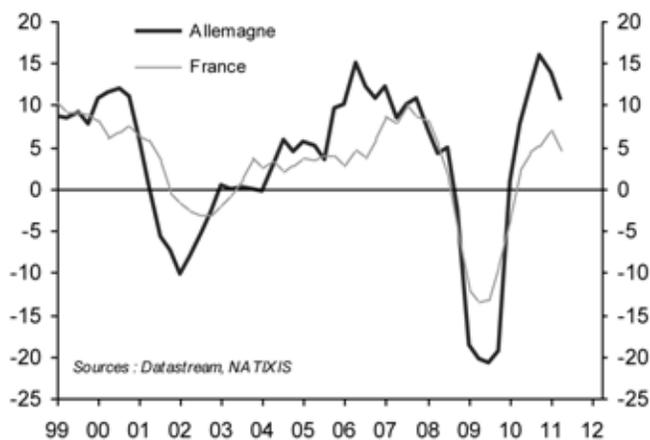
La déformation du partage des revenus et de hausse de la profitabilité a commencé en Allemagne à la fin des années 1990. Les graphiques 3b-3c-3d plus haut montrent que, depuis 2001, sauf dans la période qui suit la faillite de Lehman Brothers – durant laquelle l'usage intensif du travail partiel en Allemagne fait reculer la productivité –, le salaire réel augmente plus vite que la productivité en Allemagne, ce qui conduit à une forte hausse de la profitabilité et du taux d'autofinancement (ratio des *cash flows* à l'investissement), supérieur à 100 % depuis 2004. Cette politique a visé, en Allemagne, à soutenir la compétitivité, qui était dégradée après les chocs de la réunification et de l'explosion du Système monétaire européen en 1992-1993.

D'autres évolutions favorables à l'offre ont eu lieu en Allemagne depuis la fin des années 1990 : réforme fiscale avec réduction du poids des charges sociales compensée par la hausse de la TVA, ce qui est favorable aux entreprises et à l'emploi et défavorable à la consommation; délocalisations vers les pays émergents, en vue d'utiliser une main-d'œuvre qualifiée et moins chère qu'en Allemagne, ce qui réduit le coût de la production des biens haut de gamme.

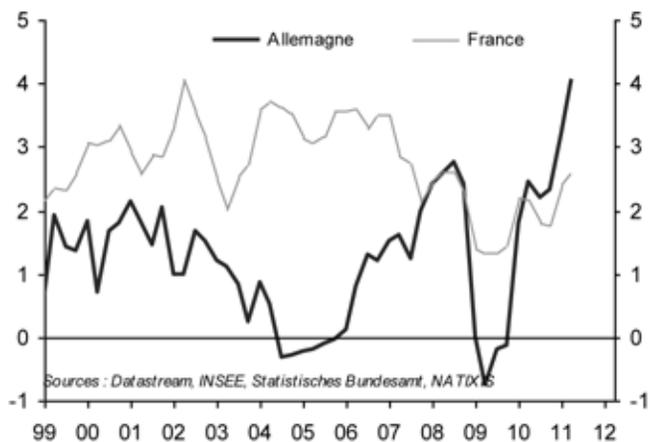
Initialement, cette politique a été dépressive en Allemagne : faiblesse de la demande intérieure avec la compression des salaires (graphique 5b) et, de ce fait, faible besoin d'investissements (graphique 5a); pertes d'emplois industriels avec les délocalisations. Toutefois, d'avoir mené cette politique de soutien de l'offre depuis la fin des années 1990 donne aujourd'hui à l'Allemagne une forte capacité de résistance à la crise.

On observe en effet aujourd'hui les effets favorables de cette politique d'offre menée en Allemagne. L'investissement productif ralentit avec la forte profitabilité des entreprises; pour la même raison, ces dernières peuvent accroître plus rapidement les salaires. En 2011, le pouvoir d'achat du salaire par tête augmente de 2 % en Allemagne alors qu'il stagne en France. La demande intérieure soutiendra donc davantage l'activité en Allemagne qu'en France, grâce à la bonne situation financière des entreprises. Au contraire, en France, si les grands groupes sont dans une situation financière très favorable – le taux d'autofinancement des 40 entreprises du CAC 40 atteint 140 %), les PME sont dans une situation financière difficile et financièrement fragiles, avec un taux d'autofinancement de seulement 75 %.

GRAPHIQUE 5a  
Investissement productif (volume, GA en %)



GRAPHIQUE 5b  
Salaire nominal par tête (GA en %)



Le contrôle des coûts de production, grâce à la faible progression des salaires (graphique 6) et l'effort d'innovation (tableaux 1a-1b) permettent à l'Allemagne de profiter beaucoup plus que la France de la croissance forte des pays émergents et exportateurs de pétrole.

TABLEAU 1A  
Dépenses de R & D totales (en % du PIB)

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	2,40	2,45	2,46	2,49	2,52	2,49	2,49	2,53	2,53	2,68	2,78
France	2,16	2,15	2,20	2,23	2,17	2,15	2,10	2,10	2,07	2,11	2,21

Sources : principaux indicateurs de la science et de la technologie 2010, *Regard sur l'éducation*, 2010.

TABLEAU 1B  
Nombre de brevets triadiques (par millions d'habitants)

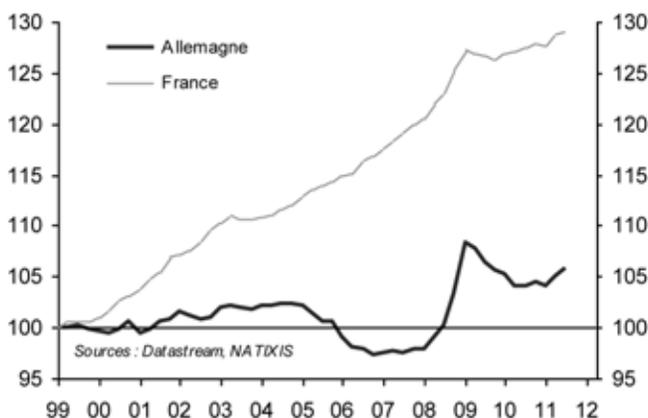
Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	77,82	75,87	75,63	74,22	69,42	69,00	69,84	73,72	73,39	71,13	70,01
France	38,04	37,50	36,93	38,26	36,40	39,11	38,02	39,72	40,45	40,02	39,97

Sources : principaux indicateurs de la science et de la technologie 2010, *Regard sur l'éducation*, 2010.

Il est impressionnant de voir que l'Allemagne exporte trois fois plus que la France vers les pays émergents et exportateurs de pétrole (graphique 7a). Même si les économies de ces pays ralentissent aussi, on y attend toujours 5 % de croissance réelle en 2012, contre 2 % aux Etats-Unis et pratiquement 0 % en Europe.

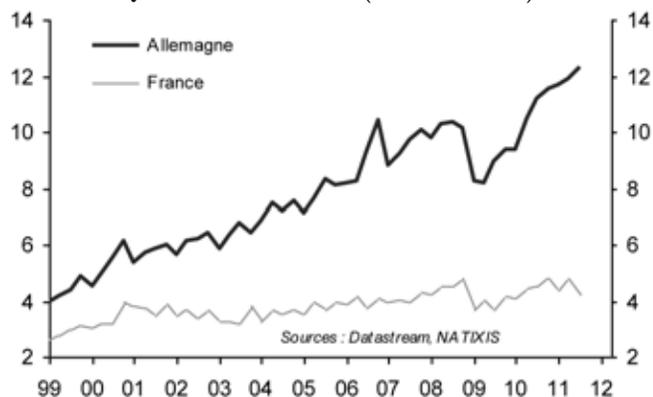
Les exportations, compte tenu de leur structure géographique, devraient donc soutenir davantage l'économie en Allemagne (graphiques 7b-7c).

GRAPHIQUE 6  
Coût salarial unitaire (100 en 1999 : 1)



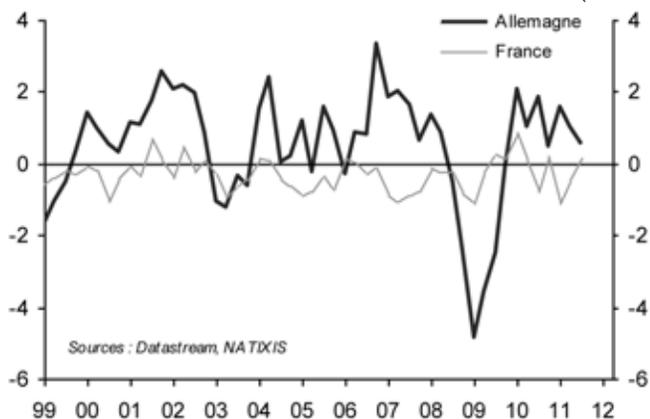
GRAPHIQUE 7a

Exportations vers l'ensemble des pays émergents  
yc Russie et OPEP (en % du PIB)



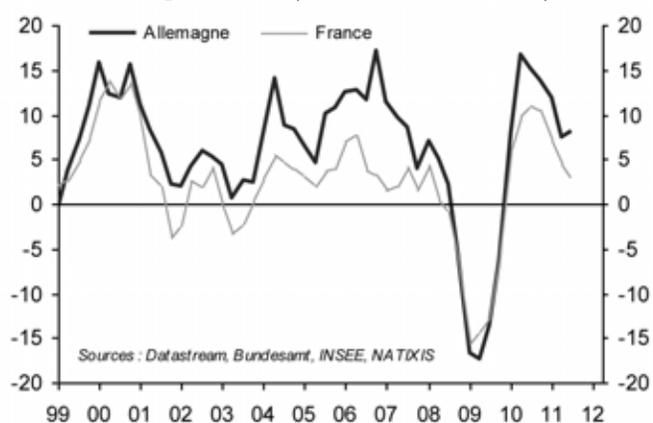
GRAPHIQUE 7b

Contribution du commerce extérieur à la croissance (GA en %)



GRAPHIQUE 7c

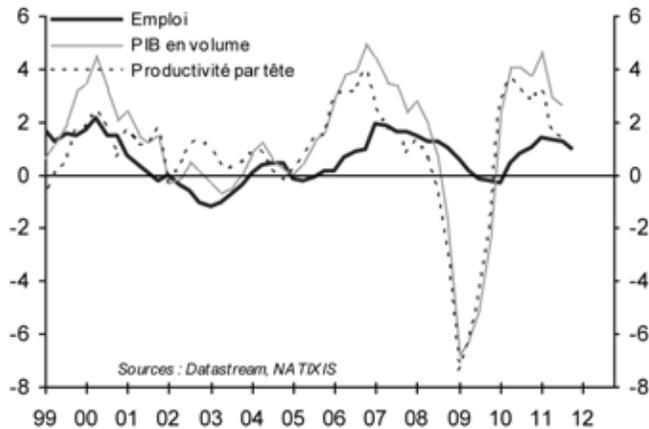
Exportations (en volume, GA en %)



Enfin, la chute de l'activité réelle a été bien mieux gérée, en termes d'emplois, en Allemagne qu'en France (graphiques 8a-8b), grâce à la politique allemande de maintien des salariés dans l'entreprise à temps partiel par un système de subventions (graphique 8c), ce qui a évité la perte de capital humain au prix d'un fort recul temporaire de la productivité. Au pic de la crise, 1,5 million de salariés bénéficiaient en Allemagne de ce système de travail à temps partiel indemnisé, essentiellement dans l'industrie. Ce système n'est efficace bien sûr que s'il y a ultérieurement reprise de l'activité et retour à la pleine utilisation de ces salariés, ce qui a été le cas en 2010-2011. Il s'agit aussi d'une politique de soutien de l'offre, qui permet aux entreprises de ne pas licencier et maintient le capital humain – la productivité – des salaires.

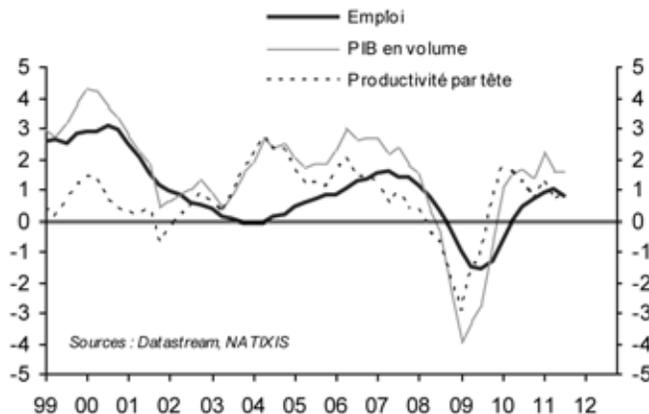
GRAPHIQUE 8a

Allemagne : PIB, productivité par tête et emploi (GA en %)



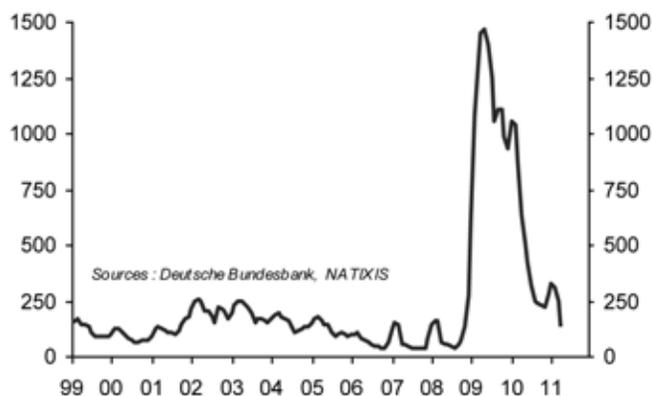
GRAPHIQUE 8b

France : PIB, productivité par tête et emploi (GA en %)



## GRAPHIQUE 8c

Allemagne : nombre d'employés à temps partiel  
(en milliers de personnes, Kurzarbeit)



## CONCLUSION : QUELLES PERSPECTIVES ?

La reprise économique a été accompagnée, aidée en France par des politiques économiques de la demande (relance budgétaire, hausse de la part des salaires dans le PIB, soutien de l'immobilier par la baisse des taux d'intérêt). En Allemagne, elle l'a été par les effets des politiques de l'offre, dont certains étaient présents depuis plus de dix ans : réduction des coûts salariaux, hausse de la compétitivité, profitabilité forte des entreprises avec la déformation du partage des revenus au détriment des salariés ; également gestion du temps partiel pour limiter la hausse du chômage.

A court terme, ces deux politiques très opposées ont conduit à une reprise économique, même transitoire, dans les deux pays. Que penser à moyen terme ? Le risque pour l'Allemagne est l'inversion des politiques de l'offre si, avec la bonne santé de l'économie et la baisse du chômage, les salaires augmentaient trop vite. Cela ne se voit pas encore du tout aujourd'hui et les marges bénéficiaires des entreprises allemandes sont très élevées.

Le risque pour la France nous paraît plus clair et plus immédiat : l'inversion des politiques de la demande, avec le freinage des salaires et, surtout, avec la nécessaire réduction des déficits publics. De 5,7 % du PIB en 2011, le déficit public de la France doit en principe passer à 3 % du PIB en 2013. Cependant, la pression des marchés financiers, les exigences de l'Allemagne risquent d'obliger la France à réduire encore plus rapidement ses déficits publics.